



CANADA

DÉCLARATIONS ET DISCOURS

DIVISION DE L'INFORMATION
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

OTTAWA - CANADA

N^o 67/36

NOUVELLES DIMENSIONS DES ENTREPRISES CANADIENNES

Texte du discours prononcé par le ministre du Commerce, M. Robert H. Winters, au colloque sur le développement international, tenu à l'Université de York, à Toronto (Ontario), le 6 novembre 1967.

Je suis très heureux de participer à cet important colloque concernant un aspect trop souvent négligé de l'économie mondiale. Je félicite l'Université de York d'avoir pris l'initiative de présenter aux plus éminents hommes d'affaires du Canada l'occasion de rencontrer les membres du gouvernement qui se préoccupent des affaires économiques de notre pays sur le plan international. Pour des raisons bien connues, je suis très heureux de voir l'Université de York donner le ton.

En effet, ce service fait à mon sens partie du rôle que devraient jouer les universités dans l'exercice de leurs obligations envers les communautés où elles demeurent et travaillent. La semaine dernière, lorsque j'ai exposé certains problèmes qui confrontent le Canada au seuil de notre deuxième siècle, j'ai mentionné, notamment, les problèmes urbains - la pollution de l'air et de l'eau, le logement et les transports. J'ai mentionné le beau travail que certaines universités aux États-Unis et au Canada ont accompli en vue de définir ces problèmes et de leur trouver des solutions et j'ai proposé que ces problèmes et certains autres fassent l'objet d'une étude fructueuse dans un plus grand nombre d'universités canadiennes. York est parmi les institutions qui depuis le début essaient de jouer un rôle dans le domaine plus vaste des problèmes urbains, nationaux et mondiaux.

On me dit que le thème général de ce colloque doit porter sur les problèmes des pays en voie de développement et les relations du Canada avec ces pays. Ce sont là des questions qui préoccupent beaucoup le gouvernement canadien et j'y suis particulièrement intéressé. Nous reconnaissons maintenant que l'aide pure et simple sous forme d'argent ou d'aliments n'est qu'une partie de la solution. Si vous n'étiez pas si vivement conscients de l'envergure et de l'urgence des problèmes que j'ai mentionnés, vous ne seriez pas ici aujourd'hui. En assistant au colloque, vous avez démontré que vous vous préoccupez des responsabilités qui nous incombent en tant que citoyens de la communauté mondiale.

Nous sommes les habitants fortunés d'une oasis d'abondance dans un monde nécessairement. Ici au Canada, nous partageons avec les États-Unis, la Nouvelle-Zélande, l'Australie et une poignée de nations en Europe septentrionale et centrale, un niveau de prospérité sans précédent dans les annales du monde.

Mais pour le reste du monde, la grande majorité des membres de la communauté mondiale, le tableau est très différent. A travers l'Asie et l'Afrique, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud, la condition commune de l'homme est la pauvreté et les privations continues.

Un simple fait illustre le gouffre qui sépare les pays riches des pays pauvres. Ici au Canada, 20 millions de personnes produisent et consomment tous les ans presque le total de la production nationale de l'Inde, qui renferme 25 fois notre population. Ainsi, nous avons par habitant à peu près 25 fois autant de produits à distribuer qu'eux.

Si l'inégalité est un aspect dominant du panorama mondial, l'évolution dramatique qui se poursuit sans cesse en est un autre. Nous, au Canada, avons bénéficié d'un rythme de développement économique auquel peu d'autres pays peuvent prétendre, mais l'équation qui sert à mesurer le bien-être des autres nations du monde révèle un état de choses très différent. C'est un cas non seulement d'expansion économique, mais de croissance démographique. Même si, comme au cours des dix dernières années, la production nationale des pays du tiers monde désavantagé s'est accrue à un rythme comparable à celui des pays développés, les gains de ce progrès rapide ont été dissipés en général par une croissance démographique beaucoup plus accélérée. Si la production a tenu le pas, l'augmentation des populations a plus que doublé celle du monde développé. Ainsi, en termes de la population qu'elle doit soutenir, l'expansion économique du tiers monde est très en retard sur les prévisions et les espoirs.

Comparons encore une fois l'Inde et le Canada sous ce rapport. Depuis dix ans, la production nationale de l'Inde a augmenté aux quatre cinquièmes du rythme canadien. Cependant, la croissance de son énorme population a dépassé du quart son propre taux de production. Et dire que la population canadienne est parmi les plus dynamiques du monde industrialisé. Ainsi, le niveau de vie de l'Inde, qui n'était au début que le vingt-cinquième du niveau canadien, prend encore plus de retard.

Si cette tendance se poursuit, nous verrons à la fin du siècle un monde encore plus accablé de disparité que le monde actuel. C'est un gouffre béant qui menace de vider de toute signification la locution "pays en voie de développement".

Un troisième fait saillant de la situation mondiale, c'est l'échange de renseignements plus marqué qui caractérise le "village mondial" de nos jours. Aujourd'hui plus que jamais, les peuples des diverses régions du monde partagent une connaissance commune du mode de vie de chaque pays, laquelle a deux implications importantes. La première est l'inquiétude croissante et sans précédent que manifestent les communautés opulentes du monde à l'endroit des infortunés. Ce souci des problèmes de développement est un nouveau phénomène; c'est seulement de nos jours qu'on les reconnaît et qu'on s'y attaque sur le plan international.

Mais il y a l'autre côté de la médaille. Les citoyens du monde en voie de développement sont également conscients du contraste entre la pauvreté de leur vie et la richesse des pays évolués. Il en est résulté ce que nous avons appelé la révolution des espoirs naissants. Ces peuples ont constaté

la prospérité qu'ils pourraient atteindre et ont pris la ferme résolution de réaliser aussi vite que possible le même niveau de vie dans leurs propres pays.

Voilà en soi un puissant stimulant pour le progrès et les aspirations économiques. Mais nous devons nous assurer que ces peuples ne seront pas amèrement déçus et qu'ils ne retomberont pas dans le découragement. Il est dans notre plus grand intérêt de voir à ce que le désenchantement n'ait aucune chance de transformer les nouveaux espoirs en envie coléreuse.

Les problèmes sont évidents. Les solutions sont un peu plus difficiles. Bien entendu, il s'agit tout d'abord de nourrir les peuples affamés. Sous ce rapport, le dossier du Canada est excellent. Par habitant, nous Canadiens fournissons plus de vivres que tout autre pays du monde. L'an dernier, notre contribution s'élevait à 100 millions de dollars, soit beaucoup plus que le niveau de 4.5 millions de dollars atteint il y a tout juste quatre ans. Nous sommes au deuxième rang pour les contributions au Programme mondial d'aide alimentaire. Cette année, nous continuerons de faire notre part dans ce sens.

Le nouveau programme sans précédent d'aide alimentaire issue du "Kennedy Round" est un autre pas en avant. Le Canada a travaillé énergiquement à la réussite de cet accord et jouera son rôle à perfection dans ce programme ambitieux qui prévoit l'expédition de 13.5 milliards de tonnes de vivres aux pays en voie de développement, d'ici trois ans.

Mais l'aide alimentaire n'est qu'un bouche-trou. La solution à longue échéance doit comporter une transformation de l'agriculture dans les pays en voie de développement pour leur permettre de subvenir à une plus grande partie de leurs besoins en fait de vivres. Cette question, à laquelle on doit accorder la plus grande priorité, exigera un apport considérable de savoir-faire et de ressources de la part des pays en mesure de donner de l'aide. Dans toute tentative de surmonter le problème de la faim on ne saurait écarter sans crainte la question de la poussée démographique.

Mais il y a beaucoup plus à faire que de subvenir aux besoins alimentaires. Il faut aider les pays du tiers monde à poser les fondements d'une économie dynamique et diversifiée qui contribuera de plus en plus à l'économie intégrée du monde.

Cela nous amène à un secteur où les milieux d'affaires peuvent jouer un rôle indispensable. Je crois pouvoir vous donner des raisons probantes, tout à fait compatibles avec les méthodes d'affaires normales et les intérêts fondamentaux des actionnaires pour lesquels les sociétés pourront trouver qu'il est à leur avantage d'affecter une part considérable de leurs ressources aux économies croissantes des autres nations. Elles auront l'occasion de jouer un rôle magnifique et indispensable dans la solution du plus grand problème de notre monde actuel.

Jetons un coup d'oeil sur les éléments du processus de développement à travers le monde. Nous devons reconnaître que nous traitons avec une seule économie internationale. On ne peut étudier les économies intérieures en vase clos; nous, Canadiens, le savons bien, étant donné que notre économie est parmi les plus "libres" au monde. A mon sens, la société multinationale ou le consortium, opérant sur toute l'étendue de l'économie mondiale, aura bien des

avantages compétitifs dans l'économie mondiale intégrée de l'avenir et influera profondément sur l'essor du commerce et de la production du monde au cours des années.

Quelle est la condition de base de développement? Nous commençons à comprendre qu'une telle économie est fondée sur l'application efficace des ressources en capital humain et matériel nécessaire. Les ressources financières et les installations et outillages jouent un rôle important dans le processus de production, mais le degré de formation spécialisée et les compétences techniques des hommes et des femmes appelés à manier les outillages productifs ne sont pas moins importants.

Ici au Canada, nous avons vraiment beaucoup de chance d'avoir une telle abondance de ressources à notre disposition. Cela a facilité le processus de notre développement et nous a aidés dans une grande mesure à atteindre le haut niveau de vie que nous connaissons maintenant. Mais, même un pays beaucoup moins bien desservi par la nature que le Canada peut avoir une économie prospère et en expansion rapide à condition qu'il y ait un "stock" suffisant en ressources humaines et physiques.

Malheureusement, beaucoup de pays en voie de développement ne possèdent pas totalement ou même partiellement ces éléments indispensables à la croissance économique. Certains ont l'argent mais n'ont pas les compétences et les ressources naturelles. Certains ont les compétences mais ne possèdent pas les outils de production. La situation diffère de pays à pays, mais les obstacles à franchir restent toujours aussi difficiles où que l'on soit. Une nation qui n'a pas assez de ressources en capital - humain ou matériel - ne peut évidemment pas augmenter les réserves de ces ressources. Il est très difficile de trouver des fonds de développement dans une économie où l'épargne est presque impossible. Il est tout aussi compliqué de former des enseignants et des instructeurs quand la totalité de la population est pratiquement illettrée.

Même si l'on possède les ressources, il est loin d'être certain qu'on pourra les utiliser d'une façon efficace. Cela dépend avant tout des structures gouvernementales, sociales et institutionnelles qui forment le cadre au sein duquel l'économie doit évoluer. Ainsi, ce n'est pas par coïncidence que les nations qui se caractérisent par une instabilité politique n'arrivent pas à éviter la dépression économique qui, bien sûr, ne fait qu'augmenter l'instabilité.

En plus de tout cela, on ne saurait trop louer cette ressource intangible et d'une valeur inestimable que l'on appelle le sens de la direction des affaires. Malheureusement, c'est dans les pays qui en auraient le plus grand besoin, les pays en voie de développement, que le manque de compétence se fait le plus cruellement sentir.

J'ai évoqué tous ces points dans l'espoir qu'ils feront mieux comprendre toutes les mesures qu'il faudrait prendre afin de résoudre ces problèmes urgents, sans oublier la contribution que les hommes d'affaires canadiens peuvent apporter à cette solution.

La question prioritaire est avant tout un transfert des ressources, humaines et matérielles, du monde industrialisé vers le monde en voie de développement. En espèces sonnantes, 10 milliards de dollars suivent ce chemin chaque année. Les deux tiers prennent la forme de prêts et de subventions.

Le reste provient de sources privées. Il s'agit, bien sûr, d'une somme importante mais qui est loin d'être suffisante.

Le gouvernement canadien participe activement à ce transfert. Depuis que nous avons commencé à contribuer au Plan de Colombo, nous avons constamment prôné l'idée que le développement économique peut se faire au sein même du tiers monde, que nous pouvons accélérer le processus, que nous devons prendre les mesures adéquates à cette fin et qu'en fin de compte, il y va de notre propre intérêt de contribuer à l'expansion du monde en voie de développement. Depuis 1950, le Canada a versé par l'intermédiaire du Plan de Colombo plus de 800 millions de dollars aux nations en voie de développement de l'Asie du Sud et du Sud-est. Rien qu'à l'Inde, nous avons versé un demi-milliard de dollars. Nous avons intensifié nos efforts afin de pouvoir inclure les pays francophones et anglophones d'Afrique, les Antilles faisant partie du Commonwealth et l'Amérique latine. Mais, je le répète, il reste beaucoup à faire et l'on y travaille actuellement.

Le Canada est un des quelques pays développés qui a entrepris d'accroître de façon sensible son aide aux pays en voie de développement. Au cours de la dernière année financière, plus de 300 millions de dollars ont été affectés à cette aide. Une somme semblable a été mise en disponibilité pour la présente année financière. Et cela, malgré les nombreuses autres charges qui grèvent actuellement le budget du gouvernement fédéral.

Naturellement, en consacrant plusieurs centaines de millions de dollars par année à notre programme d'aide, nous tenons compte des intérêts du Canada et ne perdons pas de vue nos objectifs fondamentaux qui sont de porter au maximum le développement économique et social des pays qui en sont l'objet. Nous avons un double enjeu lorsque nous encourageons les sociétés canadiennes à nous aider à mettre ces fonds à contribution. Une partie considérable de ces sommes sont affectées directement à l'achat de biens et de services canadiens. Les hommes d'affaires et les ingénieurs canadiens nous aident à identifier les projets à mettre à exécution et les besoins des pays destinataires. Et nous avons essayé de conformer les modes d'acquisition aussi étroitement que possible aux méthodes d'affaires ordinaires. Nous avons augmenté le crédit de façon à financer les enquêtes qui précèdent les investissements et les études de rentabilité qui doivent être effectuées par des sociétés canadiennes et avons rendu disponibles des fonds pour financer les contrats adjugés aux sociétés canadiennes à la faveur d'appels d'offres internationaux.

C'est ainsi que grâce à nos programmes d'aide directe, le Canada fait sa part lorsqu'il s'agit de fournir des ressources financières aux nations en voie de développement. Les hommes d'affaires chevronnés du Canada peuvent nous aider à utiliser ces fonds de la façon la plus efficace. Les sociétés canadiennes obtiendront des contrats visant des biens d'équipement, financés par la Société d'assurance des crédits à l'exportation. D'autres profiteront de l'occasion de remplir des commandes passées par les pays en voie de développement grâce à l'aide que nous leur accordons. Ces ventes prendront d'une façon générale la forme de biens d'équipement et de services d'ingénieurs, mais elles viseront à l'occasion la fourniture de matériaux.

Tous les fonds canadiens n'ont pas un caractère bilatéral. Nous avons toujours jugé qu'il était important de coordonner notre programme d'aide

à celui d'autres donateurs, soit directement, soit par l'intermédiaire des organismes internationaux. Nous appuyons fortement le Programme des Nations Unies pour le développement et ceux de ses autres organismes de même que ceux du Groupe de la Banque mondiale. Nous avons souscrit aux capitaux de la Banque asiatique de développement. Grâce à l'établissement d'un fonds de fiducie spécial nous mettons à la disposition de l'Amérique latine, par l'intermédiaire de la Banque interaméricaine de développement des fonds considérables. Nous avons décidé récemment de collaborer à l'établissement d'une nouvelle banque de développement dans les Antilles du Commonwealth.

Les sociétés canadiennes sont naturellement libres de profiter comme les autres des occasions de mettre les fonds de ces organismes internationaux à bon usage. Ces organismes mettent près de deux milliards de dollars à la disposition des pays en voie de développement tous les ans. Étant donné ces possibilités de financement, les sociétés canadiennes ne devraient pas présumer trop vite que l'importateur dans un pays en voie de développement n'a pas accès aux devises dont il a besoin pour soutenir ses intérêts.

Notre programme d'aide nous offre un excellent et important moyen d'écouler nos ressources dans le "tiers monde". Un autre élément qui a probablement plus d'importance encore à longue échéance est l'empressement que manifestent les Canadiens à acquérir des intérêts dans les économies en voie de développement. Je veux parler ici de l'investissement direct. Au Canada, ce terme n'a qu'une seule face, il évoque surtout l'investissement des capitaux étrangers dans notre économie. Mais regardons l'autre face et voyons ce terme sous l'angle opposé: investissements du Canada à l'étranger.

Au dernier relevé de l'année 1964, l'actif du Canada à l'étranger s'élevait à un total de 13 milliards de dollars. Sur cette somme, les investissements privés, directs et de portefeuille totalisaient juste un peu moins de cinq milliards et demi, soit plus que le double des investissements du Canada à l'étranger 10 ans auparavant. Peu de Canadiens savent qu'au cours des trois dernières décennies, les investissements du Canada à l'étranger ont réellement augmenté dans une plus forte proportion que les investissements étrangers au Canada.

La plupart de ces immobilisations ont évidemment trouvé leur débouché aux États-Unis et dans les autres pays industrialisés. Mais à la fin de 1964, les investissements directs du Canada dans le tiers monde s'élevaient à plus d'un demi-milliard de dollars et ce chiffre augmentait dans une proportion de plus de 30 millions par an.

Les investissements par les entreprises canadiennes dans les pays sous-développés méritent notre approbation. D'abord, si nos tentatives en matière de développement sont couronnées de succès, et il faut que cela se produise, c'est tout à notre avantage de prendre place aux assises d'un marché dont le rythme de croissance sera sans doute le plus rapide du monde avant la fin du siècle. En l'an 2000, sur une population mondiale se chiffrant par les six milliards, plus de trois personnes sur quatre demeureront dans les pays connus sous le nom de "tiers monde". L'Amérique latine dont la population est présentement l'équivalent de celle du Canada et des États-Unis comptera alors au-dessus de 600 millions d'habitants, ce qui représente la moitié plus d'habitants que le Canada et les États-Unis réunis. Les pays en voie de

développement peuvent s'attendre à devenir un marché important et de grande expansion pour les biens et services.

Il faut évidemment de l'argent comptant pour être en mesure de transformer la demande éventuelle d'importation en commandes. Les pays en voie de développement devront compter surtout sur leurs sources d'exportation pour se procurer les biens et services dont ils ont besoin mais qu'ils ne peuvent produire eux-mêmes. Il leur faudra un volume considérable de devises étrangères lequel s'accroît à un rythme rapide. Mais ce volume ne sera réalisé qu'au cours d'une longue période, grâce à l'expansion du commerce et à l'accroissement d'autres recettes provenant des pays en voie de développement.

Je me rendrai à Genève au cours de ce mois-ci pour rencontrer les représentants des autres gouvernements, en vue d'étudier et d'orienter les prochaines initiatives entreprises dans le domaine du commerce international. Le problème du tiers monde auquel le Canada attache une importance considérable sera inscrit au programme à titre de priorité. Des mesures s'imposent dans plusieurs domaines; la stabilisation des prix des exportations primaires qui constitue un élément important dans le commerce du tiers monde, la diversification des exportations, l'amélioration des conditions d'accès sur les marchés du tiers monde pour les produits ouvrés surtout. Ces questions sont au nombre de celles que nous étudierons à Genève et puis à la Seconde Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qui aura lieu à Nouvelle-Delhi en février prochain.

Une autre importante considération à envisager est le fait que ces pays en voie de développement offrent un excellent débouché aux jeunes énergies d'une entreprise canadienne dynamique. Je ne pense pas seulement ici aux Canadiens qui trouvent une satisfaction personnelle à relever un défi, bien que ce soit là un point qu'il ne faut pas sous-estimer et qui, je pense a beaucoup compté pour ceux qui ont pris le tiers monde comme nouvelle frontière. Bien plus, les placements directs créent encore une demande pour de l'équipement de production et exigent une source continue et sérieuse d'approvisionnement pour satisfaire la demande de matières et d'éléments industriels. Il n'est pas exceptionnel que le rôle du fournisseur revienne à la société mère, et de nouvelles opérations commerciales valables pour les sociétés mères et les autres fournisseurs du Canada peuvent être effectuées lorsqu'une de nos sociétés décide de faire un investissement direct dans les pays du tiers monde. Il est à espérer que de telles sociétés deviendront des entreprises rentables, ce qui constituera un apport réel aux opérations et aux bénéfices de la société mère au Canada.

L'investissement à l'étranger, comme je l'ai souvent souligné, ne doit pas être considéré comme le privilège des importantes sociétés qui possèdent plusieurs filiales. Il existe des débouchés pour les petites et moyennes entreprises, surtout celles qui s'occupent de production industrielle; elles pourraient agir à titre particulier ou collectif.

A mon avis, il faudrait avoir un peu plus recours à la méthode du consortium et nous étudions présentement les secteurs où le gouvernement pourrait prendre des mesures destinées à faciliter ce moyen de développer une force collective en réunissant un certain nombre de petites sociétés aux fins d'exportation.

Il existe un autre point essentiel auquel il faut songer. Comme je l'ai indiqué, un des besoins le plus urgent et non satisfait auquel doivent faire face les pays en voie de développement est le personnel de direction et les spécialistes. Il faut trouver ces personnes spécialisées qui exercent leur talent dans l'exploitation de sociétés actives et prospères. Les sociétés canadiennes, dans une plus large mesure que d'autres sociétés étrangères, sont contraintes par la nature des conditions économiques de notre pays d'effectuer le genre d'opérations flexibles et diversifiées qui donnent justement naissance aux compétences dont les pays en voie de développement ont besoin.

Le besoin existe. Les sociétés canadiennes sont en très bonne posture pour le satisfaire tout en réalisant un profit pour elles-mêmes.

Lorsque ce genre d'investissement réalisera un revenu certain pour votre société et profitera en même temps au pays où se trouve l'exploitation, il n'y aura pas lieu évidemment de demander au gouvernement une aide quelconque à l'exception peut-être des services diplomatiques et ceux de nos délégations commerciales. C'est précisément ce genre d'entreprises que nous sommes très heureux de voir à l'oeuvre dans le tiers monde.

Mais, tout d'abord, les hommes d'affaires-doivent s'assurer de leurs possibilités. C'est là un objectif de ce colloque. Mais, c'est aussi la raison justificative d'une nouvelle initiative que j'ai demandé au ministère du Commerce d'entreprendre. Désormais, nos fonctionnaires au Canada et dans le monde entier sont tenus d'aider les hommes d'affaires en ce qui concerne leurs projets d'investissements directs et d'attirer l'attention des sociétés canadiennes sur les possibilités d'investissements à l'étranger pourvu qu'ils semblent aller dans le sens de notre intérêt national. En outre, nous étudions à l'heure actuelle d'autres mesures visant à encourager les investissements canadiens du secteur privé dans les pays en voie de développement, y compris la possibilité d'établir un programme pour assurer les investisseurs canadiens contre certains des risques particuliers inhérents aux projets productifs dans les pays en voie de développement.

J'ai mentionné certaines des occasions qui se présentent pour rendre un service réel aux pays en voie de développement tout en contribuant à la croissance des sociétés canadiennes et à leur avantage financier. Mais cela peut se faire avec le maximum de profit si ces sociétés jouissent d'une saine gestion économique à la base, tant du point de vue de la société que du point de vue national. C'est pourquoi nous consacrons, au gouvernement, mes collègues et moi, tant de temps pour essayer d'apporter un meilleur équilibre à nos recettes et à nos dépenses et que la priorité est accordée aux projets susceptibles d'augmenter notre productivité et notre puissance économiques. Depuis trop longtemps nous, Canadiens, avons essayé de retirer de notre économie plus que nous n'y avons mis. Il s'agit maintenant de comprimer nos exigences et d'essayer de raffermir les bases pour l'avenir.

Messieurs, tels sont les défis qui se posent aux pays en voie de développement. J'estime qu'il est autant dans votre intérêt que dans celui du Canada et du monde entier d'essayer d'y répondre. Si ce colloque pouvait simplement vous convaincre d'examiner les possibilités qui vous sont offertes de jouer une part active dans ce domaine, ce colloque aura été utile. Si nous ne pouvons pas rencontrer ces défis, le Canada et le monde entier en

souffriront. Par contre si, comme je le pense, nous pouvons leur faire face, on pourra dire que le Canada a fourni sa pleine contribution dans la conjoncture actuelle.

S/A